

NOS CONFÉRENCES ANNUELLES

2004 - LIBREVILLE

Droit à l'eau et à l'énergie: de la vision à l'action

2005 - TANGER

Faire du droit à l'eau une réalité

2006 - MEXICO

Des solutions au-delà des divergences
Side event du Forum Mondial de l'Eau

2007 - NIAMEY

L'assainissement, véritable parent pauvre des Objectifs du Millénaire

2008 - PARIS

Changements mondiaux: de nouveaux défis pour l'accès à l'eau et à l'assainissement
En partenariat avec l'UNESCO

2009 - ISTANBUL

Dilemme crucial: comment concilier sécurité alimentaire et accès à l'eau et à l'assainissement?
Side event du Forum Mondial de l'Eau

2010 - ANNECY

Eau et santé: cette eau qui tue
En partenariat avec la fondation Mérieux

2011 - ABU DHABI

Eau et énergie: un couple sous tension?
En partenariat avec EDF

2012 - MARSEILLE

Et si la ville prenait l'eau? La sécurisation foncière au service de l'accès à l'eau dans les quartiers informels
Side event du Forum Mondial de l'Eau

2012 - PARIS

Urbanisation des pays en développement: quelles implications pour la pauvreté et l'environnement?
Side event du Forum Mondial Convergences

2014 - PARIS

Eau abordable dans les pays en développement: quelle réalité? Quels résultats?

2016 - TANGER

Croissance urbaine et accès aux services essentiels

2016 - PARIS

L'accès à l'eau et à l'énergie dans les villes en développement
Side event du Forum Mondial Convergences

2017 - PARIS

L'innovation digitale peut-elle permettre d'atteindre l'accès à tous aux services essentiels d'ici 2030?
Side event du Forum Mondial Convergences

NOS MEMBRES

Richard BALME

Professeur agrégé des universités à Sciences Po

Alain BOINET

Fondateur de l'ONG Solidarités International

Laurence BRETON-MOYET

Directrice exécutive en charge des Opérations de l'AFD

Marie-Pierre CALEY

Directrice générale de l'ONG ACTED; présidente du fonds de microfinance Oxus

Marie-France CHATIN

Journaliste à Radio France Internationale

Laure CRIQUI

Spécialiste en développement urbain international - IDDR; présidente du réseau Projection

Bernard DE LA VILLARDIÈRE

Journaliste, producteur et animateur de télévision

Nathalie DELAPALME

Directrice exécutive - Fondation Mo-Ibrahim

Zéphirin DIABRÉ

Ancien ministre des Finances du Burkina Faso; ancien directeur général adjoint du PNUD

Asma EL-KASMI

Directrice de la Chaire Unesco Eau, femmes et pouvoir de décision

Loïc FAUCHON

Président de la Société des Eaux de Marseille; Président honoraire du Conseil Mondial de l'Eau

Patrice FONLLADOSA

Président-directeur général - Veolia Afrique Moyen Orient; Président du comité Afrique du Medef International; Président du think tank (Re)sources

Antoine FRÉROT

Président-directeur général - Veolia

Franck GALLAND

Directeur général de (ES)², cabinet spécialisé en résilience urbaine; expert des questions sécuritaires liées aux ressources en eau

Bertrand GALLET

Directeur général de Cités Unies France

Gilbert HOUNGBO

Président de ONU-Eau
Président du Fonds International de Développement Agricole; Ancien Premier ministre du Togo

Guillaume JOSSE

Directeur général du Groupe Huit

Charles JOSSELIN

Ancien ministre de la Coopération; ancien président du conseil général des Côtes d'Armor

David MENASCE

Cofondateur du cabinet de conseils AZAO, professeur à HEC "Chaire Entreprises et Pauvreté"

Benoît MIRIBEL

Directeur général de la Fondation Mérieux; président d'honneur d'Action Contre la Faim

Nejma MONKACHI

Rapporteuse à la Cour des Comptes (transport, équipement, urbanisme, aménagement du territoire, environnement et agriculture)

Moussa OUMAROU

Directeur du département de la gouvernance et du tripartisme à l'OIT; ancien ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi du Niger

Gérard PAYEN

Ancien conseiller du secrétaire général des Nations Unies en matière d'eau et d'assainissement; président honoraire d'AquaFed

Sanjeev RAO

Directeur de Sattva (cabinet de conseil indien)

Luc RIGOUZZO

Directeur général d'Améthys Finance (société de financements et de conseils - Afrique et Méditerranée)

Michel ROUSSIN

Ancien ministre de la Coopération; ancien président du comité Afrique du Medef International

Pierre-Frédéric TENIÈRE-BUCHOT

Président du programme Solidarité Eau; membre de l'Académie de l'eau et du Conseil Mondial de l'Eau

Tatiana THIÉMÉ

Chercheuse anthropologue et professeure de géographie humaine - University College of London (UCL)

Pierre VICTORIA

Directeur du développement durable - Veolia

Marline VULLIERME

Directrice adjointe - Veolia Afrique Moyen-Orient; Secrétaire générale du think tank (Re)sources



En souvenir de Michel Rocard et Guy Carcassonne, membres dont la conviction et la détermination ont apporté une précieuse contribution à (Re)sources.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux @resources_think

contact@thinktank-resources.fr

<http://www.thinktank-resources.fr>



L'accès aux services essentiels, une priorité pour le développement

(Re)sources, un think tank sur l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'énergie

LES ENJEUX PRIORITAIRES

D'après les Nations Unies, les régions en développement enregistreront la plus forte augmentation de population en passant de 5.9 milliards en 2013 à 8.2 milliards en 2050.

Cette croissance démographique alliée à la migration des populations vers les villes, exacerbe la tension sur les ressources et complexifie la gestion des flux (hommes, eau, énergie, transport, déchets).

(Re)sources intègre dans ses travaux le phénomène de densité urbaine comme facteur aggravant pour l'accès aux services essentiels.

L'impact du changement climatique compromet fortement le développement économique de certaines régions et accroît les inégalités et la vulnérabilité des villes dans l'accès aux services.

(Re)sources défend l'idée que les enjeux climatiques dans les villes du Sud sont l'occasion de reconsidérer les infrastructures et les aménagements urbains.

Des innovations technologiques peuvent apporter des réponses concrètes en matière de prévision, d'équipements de protection ou encore d'outils d'alerte aux populations.

LES PRISES DE POSITIONS DU THINK TANK

L'accès à l'eau, à l'énergie et à l'assainissement est le catalyseur du développement humain

■ L'accès à ces services essentiels conditionne la résolution d'une partie des enjeux du développement humain tels que la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation ou encore l'autonomie des femmes. C'est pourquoi il doit être porté au plus haut niveau de l'agenda international.

■ L'accès aux services essentiels requiert des investissements importants mais il est source d'opportunités de développement pour les territoires: croissance économique, urbanisation inclusive, environnement durable pour les populations.

■ "Sans électricité pas d'eau - sans eau pas d'électricité". Il faut développer un traitement combiné de ces services pour qu'ils soient durables.

Les droits d'accès aux services essentiels, désormais reconnus droits fondamentaux, doivent être transposés dans les juridictions nationales.

■ Le droit à l'eau, défendu sans relâche par (Re)sources et reconnu en 2010 par les Nations Unies, doit être rendu effectif dans des législations nationales.

UN THINK TANK CRÉÉ IL Y A PLUS DE 10 ANS

(Re)sources est né en 2004 à Libreville lors d'un colloque fondateur sur le droit à l'eau, et à l'énergie. Les participants, acteurs du secteur de l'eau et de l'énergie, ont formé ce

cercle de réflexion dans l'objectif de mobiliser l'attention des décideurs et des médias sur les problématiques d'accès aux services essentiels dans les pays en développement.

ALERTER, DIALOGUER, PRODUIRE, DIFFUSER...

L'ambition de (Re)sources est d'animer un dialogue et des débats réguliers pour mettre en valeur les initiatives locales et donner une impulsion aux solutions qui s'inscrivent dans une dynamique de progrès économique et d'inclusion sociale. Lieu de débat et force de propositions,

(Re)sources s'attache, à travers ces rencontres, à proposer des solutions pour l'accès aux services essentiels - eau, assainissement et électricité - pour les oubliés du développement. (Re)sources produit des recommandations destinées à la communauté de l'eau et de l'énergie dans les enceintes internationales.

UN ESPACE DE LIBRE PAROLE

(Re)sources rassemble une centaine de contributeurs et une vingtaine de membres : militants du développement, universitaires, personnalités politiques, opérateurs professionnels et institutions internationales. Leurs regards croisés nourrissent des débats parfois contradictoires sur des consensus établis et permettent d'étudier les problématiques eau et énergie sous de multiples angles réglementaires, économiques, sociaux ou encore sanitaires.

Les membres du think tank (Re)sources partagent tous la conviction que l'accès aux

services essentiels constitue la priorité absolue pour la réussite économique, sociale, environnementale et politique du monde en développement.

Si les progrès enregistrés avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) constituent un grand pas en avant, ils ne sont encore pas suffisants. La lutte contre la pauvreté et l'accès aux services de base passent par la concrétisation des Objectifs du Développement Durable (ODD) pris en 2015 par la communauté internationale, un défi majeur à relever dans les années à venir.

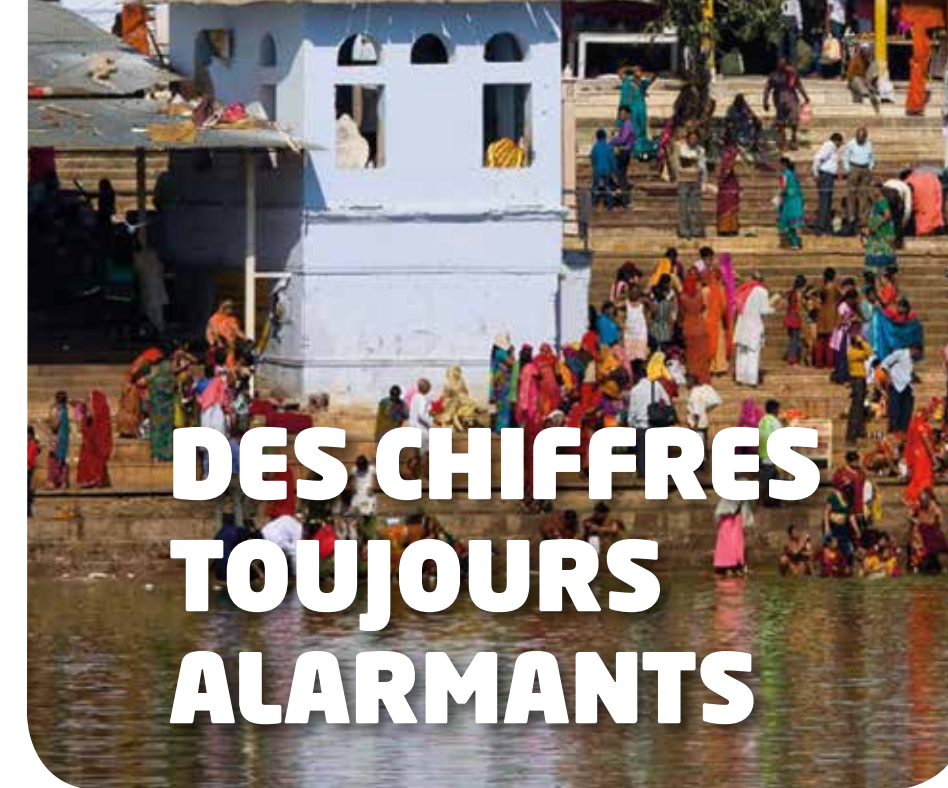
■ Le droit à l'assainissement doit être clairement défini et traduit dans les lois nationales et recommandations internationales.

La bonne gouvernance est le préalable à toute action durable en faveur des services essentiels

■ La capacité d'action des Autorités locales doit être renforcée par des logiques de décentralisation et grâce à la coopération internationale.

■ La coopération multi-acteurs est nécessaire pour aboutir à des progrès concrets sur le terrain.

■ Les changements globaux aggravent les tensions, les Autorités politiques doivent désormais considérer le sujet environnemental au même plan que l'économie et le social.



PRÈS DE 1/3

de la population mondiale boit une eau qui la met en danger



2,5 MILLIARDS

de personnes ne disposent toujours pas de toilettes ou de toute autre forme d'assainissement amélioré



1,4 MILLIARD

de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité



3 À 4 MILLIARDS

de personnes ont besoin d'un meilleur accès à l'eau potable



2/3

de la population mondiale vivra en ville à l'horizon 2030